



CHAPITRE 105

CHAPTER 105

Loi concernant la ville de Trois-Rivières-Ouest

An Act respecting the town of Trois-Rivières-Ouest

[Sanctionnée le 8 avril 1965]

[Assented to 8th April 1965]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Trois-Rivières-Ouest a, par sa pétition, représenté qu'elle a été constituée par lettres patentes enregistrées le 1er août 1963 et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que des pouvoirs additionnels lui soient accordés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Modification du règlement 109.

1. Sans préjudice de la garantie des obligataires et nonobstant toute disposition incompatible de la Loi des dettes et des emprunts municipaux et scolaires, le conseil de la ville de Trois-Rivières-Ouest est autorisé à modifier le règlement portant le numéro 109 par un règlement qui sera soumis à l'approbation du ministre des affaires municipales, de la Commission municipale de Québec et des électeurs propriétaires, afin de répartir la taxe spéciale annuelle qui y est prévue d'après la superficie des terrains soumis à l'imposition de cette taxe.

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

WHEREAS the town of Trois-Rivières-Ouest has, by its petition, represented that it was incorporated by letters patent registered the 1st of August 1963, and that it is necessary for the good administration of its affairs that it be granted additional powers;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Without prejudice to the security of the bondholders and notwithstanding any provision of the Municipal and School Debt and Loan Act inconsistent herewith, the council of the town of Trois-Rivières-Ouest is authorized to amend the by-law bearing number 109 by a by-law which shall be subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs, the Quebec Municipal Commission and the elector-proprietors, so as to apportion the special annual tax imposed thereby according to the area of the lots subject to such tax.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.